**ETAT O : ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2014 – 056 DU 26 DECEMBRE 2014
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2015**

PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Article premier

Réaménagement du Code Général des Impôts en ses articles 73 et 74 traitant des modalités d'établissement du montant de l'impôt synthétique et de la fixation des taux

A. Exposé des motifs

L'annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014 prévoit diverses réformes relatives au régime de l'impôt synthétique. Ces réformes portent sur les personnes assujetties ou exonérées, les seuils d'imposition, les tarifs et le mode de déclaration de l'impôt synthétique. Elles s'inscrivent dans le cadre de la simplification de la législation fiscale, de son harmonisation avec certaines directives de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et du respect des engagements que le Gouvernement du Mali a pris avec ses partenaires financiers.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a fixé à 50 millions de francs de chiffre d'affaires annuel le seuil d'assujettissement des entreprises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et à l'impôt sur les bénéfiques et instauré un impôt synthétique déclaratif.

La présente annexe fiscale poursuit cette réforme en aménageant le système d'imposition de cette catégorie de contribuables. Dans ce cadre, le nouveau dispositif institue un taux proportionnel unique applicable au chiffre d'affaires annuel des contribuables relevant de l'impôt synthétique. Cette nouvelle réforme permettra d'améliorer la gouvernance de cet impôt notamment par la suppression des 288 quotités contenues dans le tableau des tarifs de l'impôt synthétique. Aussi, elle participera à maîtriser les coûts d'administration de l'impôt.

Selon les simulations faites sur la base des tarifs actuels de l'impôt synthétique, les taux effectifs de cet impôt varient de 1,47% à 4,80% du chiffre d'affaires annuel.

Après des séances de concertations avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali, la Coordination des Associations et Groupements des Commerçants Détaillants du Mali, le Syndicat National des Commerçants Détaillants du Mali, les organisations professionnelles (Ordre des conseils fiscaux, Ordre des Comptables et Experts Comptables agréés,.....), le taux de 3% a été proposé.

B. Texte

Les articles 73 (nouveau) et 74 A du Code Général des Impôts sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 73 A :

1. Le montant de l'Impôt synthétique est établi selon le critère relatif exclusivement au chiffre d'affaires déclaré par le contribuable.

Le paiement de l'Impôt synthétique par les assujettis libère ceux-ci des autres impôts, droits et taxes visés aux titres I et II du présent Code.

Toutefois, les personnes disposant d'autres revenus que ceux au titre desquels elles sont passibles de l'Impôt synthétique sont soumises au régime de droit commun pour ces activités ou revenus.

2. En cas de déclassement pour le régime du bénéficiaire réel d'imposition en application de l'article 72 (nouveau) du présent Code, une fraction de l'impôt synthétique acquitté devient un acompte sur l'impôt dû.

Le montant de cet acompte est déterminé par arrêté du ministre chargé des Finances portant répartition du produit de l'Impôt synthétique.

Article 74 A (nouveau) :

Le taux de l'Impôt synthétique est fixé à 3%

Ce taux est appliqué sur le montant du chiffre d'affaires pour la détermination du montant de l'impôt dû.

Article 2

Aménagement du Code Général des Impôts en ses articles 77 et 78

A. Exposé des motifs

L'Annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014 a, en son article 70 (nouveau), réduit le champ des exclusions de l'impôt synthétique. Les personnes morales, certaines professions libérales qui en étaient exclues, relèvent désormais du régime de l'impôt synthétique lorsque leurs Chiffres d'affaires annuels hors taxes sont inférieurs au seuil d'assujettissement du bénéfice réel d'imposition.

Ce changement implique la nécessité de modifier les dispositions des articles 77 et 78 du Code Général des Impôts.

B. Texte

Article 77 (nouveau):

Les personnes dont le chiffre d'affaires s'abaisse au-dessous des limites inférieures prévues à l'article précédent sont soumises au régime de l'Impôt Synthétique, lorsque leur chiffre d'affaires est resté inférieur à ces limites pendant trois exercices consécutifs et à la condition que l'activité exercée ne soit pas, du fait de sa nature, exclue du régime de l'Impôt Synthétique.

Article 78 (nouveau) :

Les personnes relevant de plein droit du régime de l'Impôt Synthétique peuvent, avant le 1^{er} novembre de chaque année, opter pour le mode du réel simplifié. L'option prend alors effet à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elle est exercée.

Elle est irrévocable pendant trois exercices consécutifs. A la fin de ce délai, elle peut être dénoncée expressément par le contribuable auprès du Centre des Impôts dont il relève, lorsque le chiffre d'affaires demeure inférieur au seuil d'assujettissement du régime du bénéfice réel d'imposition.

La dénonciation doit alors intervenir dans le mois de janvier suivant la fin des trois exercices consécutifs cités ci-dessus.

Article 3

Réaménagement du Code Général des Impôts en son article 86 (nouveau)

A. Exposé des motifs

L'annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014 fixe à 50 millions de francs de chiffre d'affaires annuel le seuil d'assujettissement des entreprises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et à l'impôt sur les bénéfices. Ce changement de seuil implique la modification de l'article 86 (nouveau) du présent Code en vue de prendre en compte ce nouveau seuil d'assujettissement.

B. Texte

Article 86 A :

Le montant de l'impôt dû par les contribuables imposés suivant le régime du bénéfice réel ne peut être inférieur à 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe arrondi au millier de francs inférieurs.

En ce qui concerne les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, le chiffre d'affaires s'entend du montant des produits d'exploitation et des produits accessoires.

Ce minimum forfaitaire est dû même en cas de déficit et quelle que soit l'importance de ce déficit.

Lorsque le chiffre d'affaires est supérieur ou égal au seuil d'assujettissement du bénéfice réel d'imposition, le minimum forfaitaire visé au premier alinéa du présent article ne peut être inférieur à la fraction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux contenu dans le montant maximum des cotisations.

Article 4

Réaménagement de la Sous-section VI de la Section I du Chapitre II du Titre I du Code Général des Impôts relative au tarif des patentes

A. Exposé des motifs

Les changements opérés au niveau des régimes d'imposition à travers le rehaussement du seuil d'assujettissement à l'impôt synthétique induisent la nécessité de modifier les dispositions de l'article 144 A du Code Général des Impôts relatives au tarif des patentes.

La principale modification porte sur la création de cinq (05) nouvelles classes dans le tarif des patentes. Il s'agit des classes 5 à 9 correspondant à la catégorie de contribuables dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est inférieur à 50 millions de francs CFA.

La création de ces cinq (05) classes vise à favoriser l'option au régime du réel d'imposition pour les entreprises relevant du régime de l'impôt synthétique. Ainsi, l'entreprise qui opte pour le régime du réel d'imposition sera classée dans le tarif des patentes en fonction du niveau de son chiffre d'affaires.

B. Texte

L'article 144 A (nouveau) est abrogé et nouvellement rédigé ainsi qu'il suit :

Sous-section I : Tarif des patentes

Article 144 A (nouveau):

Le tarif des patentes est fixé comme suit :

Première zone	District de Bamako
Deuxième zone	Chefs lieux de Régions
Troisième zone	Autres Localités

Tableau A – Classe exceptionnelle

1- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :	Droit fixe			Droit proportionnel
	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	
	Zone	Zone	Zone	
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1 000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard de francs	800 000	640 000	480 000	10 %
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur 600 millions de francs	600 000	480 000	360 000	10%
2- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :				
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1 000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard de francs	800 000	640 000	480 000	10 %
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur à 600 millions de francs	600 000	480 000	361 000	10%
3- Fabricant, producteur dans un Établissement Industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :				
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1 000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard de francs	800 000	640 000	480 000	10 %
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur à 600 millions de francs	600 000	480 000	360 000	10 %
4. Banque, Etablissement financier, Société de Crédit et de Crédit-bail, Compagnie d'Assurance	1 000 000	800 000	600 000	10 %
5. Hôtel, Relais de tourisme classé "4 Etoiles" ou à défaut répondant aux caractéristiques des Etablissements 4 Etoiles	1 000 000	800 000	600 000	10 %

ou plus				
6. Loto Casino Loterie et autres jeux de hasard	1000 000	800 000	600 000	10 %
7. Société de Pari mutuel sur les courses Hippiques	1000 000	800 000	600 000	10 %
8. Entrepreneur de Bâtiments ou de Travaux Publics dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :				
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard	800 000	640 000	480 000	10 %
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur à 600 millions de francs	600 000	480 000	360 000	10%
9. Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique, hydraulique dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :				
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard	800 000	640 000	480 000	10 %
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur à 600 millions de francs	600 000	480 000	360 000	10 %
10. Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :				
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs	1 000 000	800 000	600 000	10 %
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard				
- supérieur ou égal à 300 millions et				

inférieur à 600 millions de francs	800 000	640 000	480 000	10 %
	600 000	480 000	360 000	10 %
11. Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est :	1 000 000	800 000	600 000	10%
- supérieur ou égal à 1 milliard de francs				
- supérieur ou égal à 600 millions et inférieur à 1 milliard				
- supérieur ou égal à 300 millions et inférieur à 600 millions de francs	800 000	640 000	480 000	10%
	600 000	480 000	360 000	10%
12. Société ou entreprise minière, pétrolière et sous-traitants	1 000 000	1000 000	1000 000	10%
13. Autres Professions Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000	300 000	10%
Société formée pour l'achat, la gestion, la vente d'immeubles, et autres spéculations immobilières dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000	300 000	10%
Transitaire, commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000	300 000	10%
Société d'expertises comptables, juridiques, fiscales ou autres	500 000	400 000	300 000	10%
Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000	300 000	10%
Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques dont le chiffre d'affaires annuel			300 000	10%

hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000		
Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aérodrome ou sur un bateau dont le chiffre d'affaire annuel hors taxe est supérieur ou égal à 300 millions de francs	500 000	400 000	300 000	10%

Tableau A – Première classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
350 000 F	315 000 F	252 000 F	10%

- Abattoir industriel (Exploitant d'un).
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire, commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est égal ou supérieur à 250 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant d'un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Boucher en gros ou chevillard abattant annuellement 2 000 bœufs ou plus.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Bureau de change (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Café, bar (Exploitant un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.

- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Établissements d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Établissements médicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Établissements paramédicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Expert-comptable, comptable, conseil juridique ou fiscal dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aérodrome ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant d'un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Géomètre, Topographe, Architecte dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Hôtel, relais de tourisme (Exploitant d'un) classé "3 Etoiles" ou à défaut répondant aux caractéristiques des établissements "3 Etoiles".
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.

- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen supérieur à 7 500 Francs.
- Société formée pour l'achat, la gestion, la vente d'immeubles, et autres spéculations immobilières réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 300 000 000 et supérieur ou égal à 250 000 000 de Francs.

Tableau A – Deuxième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
185 000 F	166 500 F	133 200 F	10 %

- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire, commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Boucher en gros ou chevillard abattant annuellement 1 000 bœufs ou plus et moins de 2 000 bœufs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Bureau de change (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs

- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Établissements d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Établissements médicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Établissements paramédicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Expert-comptable, comptable, conseil juridique ou fiscal dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal 200 000 000 de francs.
- Exploitant d'une usine de décortilage, d'égrenage.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aérodrome ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Exploitant de carrière dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Géomètre, Topographe, Architecte dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Hôtel, relais de tourisme (Exploitant un) classé "2 Etoiles" ou à défaut, répondant aux caractéristiques des établissements "2 Etoiles".
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs

- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs.
- Restaurant ou gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 7 500 et supérieur à 5 000 Francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 250 000 000 et supérieur ou égal à 200 000 000 de Francs
- Société formée pour l'achat, la gestion, la vente d'immeubles, et autres spéculations immobilières réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à 300 000 000 de Francs.

Tableau A – Troisième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
125 000 F	112 500 F	90 200 F	10 %

- Agence de gardiennage, de police privée employant plus de 10 salariés.
- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire, commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Boucher en gros ou chevillard abattant annuellement 400 bœufs ou plus et moins de 1 000 bœufs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Bureau de change (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.

- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Expert-comptable, comptable, conseil juridique ou fiscal dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal 100 000 000 de francs.
- Établissements d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Établissements médicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Établissements paramédicaux dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Géomètre, Topographe, Architecte dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Hôtel, relais de tourisme (Exploitant de) classé "1 Etoile", ou à défaut, répondant aux caractéristiques des établissements "1 Etoile".
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.

- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.
- Restaurant ou gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 5 000 et supérieur à 2 500 Francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 200 000 000 et supérieur ou égal à 100 000 000 de Francs.

Tableau A – Quatrième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
65 000 F	58 500 F	44 500 F	10 %

- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Agence de gardiennage, de police privée employant 10 salariés ou moins.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Boucher en gros ou chevillard abattant annuellement moins de 400 bœufs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Expert-comptable, comptable, conseil juridique ou fiscal dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 de francs et supérieur ou égal à 50 000 000 de francs CFA.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Hôtel, relais de tourisme (Exploitant un) ne répondant à aucune caractéristique des établissements classés suivant le nombre d'étoile.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.
- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 2 500 et supérieur à 2000 Francs.

- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 100 000 000 et supérieur ou égal à 50 000 000 de Francs.

Tableau A – Cinquième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
55 000 F	45 000 F	30 000 F	10 %

- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à 50 000 000 et supérieur à 40 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à 50 000 000 et supérieur à 40 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.
- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 2000 et supérieur à 1500 francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 50 000 000 et supérieur ou égal à 40 000 000 de Francs.

Tableau A – Sixième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
45 000 F	33500 F	25000 F	10 %

- Agence de nettoyage de publicité de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 de Francs et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie, établissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à 40 000 000 et supérieur à 30 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.
- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 1500 et supérieur à 1000 francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 40 000 000 et supérieur ou égal à 30 000 000 de Francs.

Tableau A – Septième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
35 000 F	22500 F	15 500 F	10 %

- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.
- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 1000 et supérieur à 500 francs.
- Transitaire Commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 30 000 000 et supérieur ou égal à 20 000 000 de Francs.

Tableau A – Huitième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
25 000 F	18 500 F	10500 F	10 %

- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 de Francs et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aéroport ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.
- Restaurant, gargote (Exploitant un) servant des repas d'un prix moyen inférieur ou égal à 500 francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 20 000 000 et supérieur ou égal à 10 000 000 de Francs.

Tableau A – Neuvième classe

Droit fixe			Droit proportionnel
1re zone	2e zone	3e zone	
19500 F	12500 F	10000 F	10 %

- Agence de nettoyage, de publicité, de voyage, de tourisme (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Agent d'assurances, courtiers d'assurances dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Agent immobilier et courtier d'immeubles dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Avocat, huissier, notaire et commissaire-priseur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Agent de communication, radio libre dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Boîte de nuit, dancing (Exploitant de) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Bureau de change réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Blanchisseur avec moyens mécaniques ou pressing dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Bureau d'Etudes, de renseignements, d'ingénieur-conseil ou d'ingénierie informatique (Exploitant un) réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Café, Bar (Exploitant d'un) avec ou sans jeux ou appareils à musique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Cinématographe, théâtre ou autre spectacle dans une salle où des installations sont aménagées (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Commerçant en gros, demi-gros ou au détail dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Transporteur dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur d'installation électrique, téléphonique ou hydraulique réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de bâtiments ou de travaux publics réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Entrepreneur de menuiserie, de maçonnerie, autre que l'entrepreneur de bâtiments, réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.

- Entrepreneur de distribution de films réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Établissement d'enseignement privé dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Exploitant de buffet ou restaurant à l'intérieur d'une gare, d'un aérodrome ou sur un bateau réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Exploitant de carrière réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Fabricant, producteur dans un établissement industriel dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Garage de mécanique générale (Exploitant un) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Géomètre, topographe et architecte réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Imprimerie (Exploitant une) dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Clinique médicale ou vétérinaire dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Etablissement d'odontostomatologie, établissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Etablissement médical ou paramédical dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Loueur de matériels industriels ou roulants, de fonds de commerce et autres dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Pâtisserie, boulangerie avec moyens mécaniques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Pharmacien d'officine dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.
- Transitaire et commissionnaire en douanes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 10 000 000 de Francs.

Tableau B – Première partie

Droit proportionnel : 10 %

Professions imposées d'après le montant des marchés ou adjudications passés par les contribuables :

- bac (adjudicataire, concessionnaire, fermier de) : 2 Francs par 100 Francs ou fraction de 100 Francs du montant des marchés, adjudications, prix de ferme ;
- fournisseur de biens aux troupes de terre, de l'air, aux hospices civils et militaires, aux prisons, aux services et établissements publics : 2 Francs par 100 Francs ou fraction de 100 Francs du montant des marchés ;
- entrepreneur de transport de dépêches et colis postaux : 2 Francs par 100 Francs ou fraction de 100 Francs du montant des marchés ;
- travaux publics (entrepreneur de) : 2,5 Francs par 100 Francs ou fraction de 100 Francs du montant des marchés.
- fournisseur de services : 2,5 Francs par 100 Francs ou fraction de 100 Francs du montant des marchés.

Les droits sont calculés sur le montant des encaissements annuels. Les redevables sont tenus de déclarer au cours du mois de janvier les sommes encaissées l'année précédente au titre des marchés ou adjudications faisant l'objet du présent article.

Le défaut de déclaration dans le délai précité est sanctionné par l'application de la pénalité prévue par l'article 84 du Livre de Procédures Fiscales. Ces droits de patente pourront valablement être établis jusqu'à la fin de la troisième année qui suit celle du règlement définitif du prix pour une adjudication ou un marché déterminé.

Les droits de patente sur marchés et adjudications correspondant aux encaissements d'une année déterminée sont établis sous déduction des droits fixes et proportionnels résultant de l'application du tarif du Tableau "A" déjà émis au titre de cette même année.

Toutefois, cette déduction n'aura pas à être effectuée lorsque les droits dus au titre de la patente sur adjudications ou marchés et les droits émis au titre de l'activité professionnelle exercée le seront au profit de budgets différents.

Lorsque les contribuables visés ci-dessus sont étrangers au Mali ils doivent être assujettis aux droits de patente sur marchés et adjudications alors même qu'ils ne posséderaient aucun établissement au Mali du fait que les travaux y auront été effectués et que les fournitures auront été livrées pour les besoins des administrations ou organismes publics maliens.

Tableau B – Deuxième partie

Professions	Taxe déterminée	Taxe variable
- Chemin de fer (exploitant ou concessionnaire de)	400 000 F	60 F par km de ligne à double voie 30 F par km de ligne à voie simple
Distribution de carburant : - station-service avec ventes d'accessoires-auto - station-service simple	28 000 F 21 000 F	- 3500 F par pompe munie d'un seul pistolet ; - 2000 F par pistolet pour les pompes qui en ont deux (2) ou plus.
- Eau (entrepreneur de fourniture ou de distribution d')	400 000 F	1 pour mille du montant annuel des abonnements ou concessions
- Énergie électrique (concessionnaire ou exploitant d'usine pour la production et la transformation d')	400 000 F	1 pour mille du montant annuel des ventes, abonnements ou concessions
- Transport aérien (Entrepreneur de)	400 000 F	500 F par tonne de charge marchandise utile des appareils, seuls étant retenus les appareils ayant leur port d'attache au Mali

Les patentés du tableau "B" 2ème partie dont les activités relèvent du domaine des transports sont exemptés du droit proportionnel pour les éléments faisant l'objet d'une taxe variable mais restent imposables pour les autres éléments d'exploitation.

Tableau C – Patente d'importation-exportation

Droit proportionnel : 10 %

Droit fixe :

1ère Classe : Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est supérieur ou égal à 1 milliard de francs : 1 200 000 Francs.

2ème Classe : Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 1 milliard de francs et supérieur ou égal à 500 millions de Francs : 800 000 Francs.

3ème Classe : Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 500 millions de Francs et supérieur ou égal à 250 millions de Francs : 600 000 Francs.

4ème Classe: Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 250 millions et supérieur ou égal à 100 millions de Francs: 400 000 Francs.

5ème Classe: Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 100 millions de Francs: 200 000 Francs.

Le montant du droit fixe est diminué :

- de moitié pour un patentable dont le montant des affaires est constitué pour la moitié d'affaires à l'exportation ;
- des trois quart pour un patentable dont le montant des affaires est constitué pour la totalité d'affaires à l'exportation.

Le montant des affaires à prendre en considération pour le calcul du droit fixe est la valeur réglementaire en douane des importations et des exportations effectuées pendant l'année précédant celle de l'imposition sous réserve de régularisation.

Article 5

Aménagement du Code Général des Impôts en ses articles 178

A. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'harmonisation des législations des Etats membres de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine en matière d'impôts indirects, la Commission a adopté la Directive n°02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998. Cette directive institue la Taxe sur la Valeur Ajoutée comme impôt général sur la dépense et en fixe le champ d'application, les règles relatives à l'assiette, au champ d'application, au fait générateur, à l'exigibilité et au taux.

En 2009, cette directive a été modifiée par la Directive n°02/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009. Cette dernière directive en son article 16 (nouveau) fixe le seuil d'assujettissement entre 30 et 100 millions de francs de chiffre d'affaires pour les entreprises réalisant des opérations de livraison de biens et entre 15 et 50 millions de francs de chiffre d'affaires s'agissant des entreprises réalisant des prestations de services.

Les dispositions de cette Directive ont été transposées dans la législation nationale à travers l'annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014. Cette annexe fiscale fixe à 50 millions de francs de chiffre d'affaires annuel le seuil d'assujettissement des entreprises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et à l'impôt sur les bénéfices. Ce changement de seuil implique la modification de l'article 178 du présent Code en vue de prendre en compte ce nouveau seuil d'assujettissement.

B. Texte

Article 178 (nouveau):

Le paiement de cette taxe par les assujettis libère les transporteurs dont le chiffre d'affaires annuel afférent à l'activité de transport ne dépasse pas le chiffre d'affaires plafond de l'Impôt Synthétique de tous autres impôts, droits et taxes professionnels visés dans les titres 1 et 2 du présent Code.

Il s'agit notamment de :

- la Patente, des Cotisations connexes et de la Taxe sur les véhicules automobiles afférentes aux véhicules affectés aux transports publics à titre commercial de personnes ou de biens ;
- la Taxe sur la Valeur Ajoutée due sur les recettes provenant de l'activité des transports publics à titre commercial ;
- l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux réalisés dans le cadre de l'activité de transport public à titre commercial ;
- la Contribution forfaitaire, la Taxe-logement, la Taxe de Formation Professionnelle et la Taxe Emploi-Jeunes dues sur les rémunérations allouées aux personnes employées pour les besoins de l'activité de transport public à titre commercial ;

- les Retenues à effectuer au titre de l'impôt sur les Traitements et Salaires des personnes employées pour les besoins de l'activité de transport public à titre commercial

Article 6

Réaménagement du Code Général des Impôts en son article 196 (nouveau)

Dans le cadre de l'adaptation de la législation nationale au dispositif communautaire de l'UEMOA, les dispositions de l'article 196 du présent Code relatives aux règles de territorialité de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ont été modifiées à travers l'annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014. Toutefois, pour des raisons de clarté, il est apparu nécessaire d'apporter des précisions concernant le lieu d'imposition des biens expédiés et des prestations de services.

Article 196 A (nouveau) :

Sont soumis au Mali à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les travaux immobiliers, les prestations de services et les livraisons de biens, effectués à titre onéreux par un assujetti agissant en tant que tel, ainsi que les importations.

Une opération de livraison de bien est réputée réalisée au Mali, lorsque le bien se trouve au Mali au moment de la livraison.

Lorsque le lieu de départ de l'expédition ou du transport d'un bien se trouve dans un Etat autre que le Mali, le lieu de la livraison effectuée par l'importateur est réputé se situer dans le pays d'importation du bien. Toutefois, lorsque celui-ci fait l'objet d'une installation ou d'un montage au Mali par le fournisseur étranger ou pour son compte, le lieu de livraison du bien est réputé se situer à l'endroit où est fait le montage ou l'installation.

Une opération de travaux immobiliers est réputée réalisée au Mali, lorsqu'elle est exécutée au Mali.

Une prestation de service est imposable au Mali, lorsqu'elle y est exécutée. Cependant, lorsque la prestation, bien qu'exécutée dans un autre pays, est utilisée ou exploitée au Mali, l'imposition est faite au Mali.

Une prestation de service exécutée au Mali mais utilisée dans un autre pays n'est pas imposable au Mali à l'exception des cas suivants :

- le lieu d'imposition des prestations de services se rattachant à un bien immeuble est l'endroit où le bien immeuble est situé.
- le lieu d'imposition des prestations de services directement liées à des activités éducatives, scientifiques, culturelles, artistiques, sportives, de divertissement ou similaires, est l'endroit où ces activités ou manifestations sont matériellement exécutées.

Lorsqu'un assujetti établi au Mali ne peut apporter la preuve que le lieu d'imposition des livraisons de biens ou des prestations de services qu'il a effectuées est situé en dehors du Mali, le lieu d'imposition de ces livraisons ou prestations est réputé être au Mali.

DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

Article premier

Modification des dispositions des articles 53 (nouveau) et abrogation des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 du Livre de Procédures Fiscales.

A. Exposé des motifs

Les modifications introduites au Code Général des Impôts en ce qui concerne le régime de l'Impôt Synthétique notamment le mode déclaratif impliquent la modification des dispositions de l'article 53 (nouveau) du Livre de Procédures Fiscales et l'abrogation des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 du présent livre relatifs à la fixation par l'administration fiscale des quotités de l'impôt synthétique et à la saisine de la Commission de conciliation.

B. Texte

Articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15: abrogés

Article 53 A:

Les entreprises relevant du régime de l'Impôt Synthétique sont soumises aux obligations comptables prévues par le Système Comptable Ouest Africain. Elles sont tenues de communiquer à l'Administration fiscale, au plus tard le 31 mars de chaque année, une déclaration dont le modèle d'imprimé est mis à leur disposition au niveau du service des impôts dont elles relèvent.

Elles doivent tenir les documents ci-après:

- un registre récapitulatif par année, présentant le détail de leurs achats appuyés des factures justificatives ;
- un registre de leurs ventes ;
- les états financiers établis selon le système minimal de trésorerie ou le système allégé.

Article 2

Aménagement des dispositions des articles 228, 240, 243, 244 et 248 du Livre de Procédures Fiscales relatives au paiement de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'Impôt sur les Sociétés

A. Exposé des motifs

Le paiement de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'Impôt sur les Sociétés émis par voie de rôles ou de rapports de liquidation établis par l'administration n'est plus conforme aux normes internationalement reconnues et utilisées dans les Etats membres de l'espace communautaire de l'UEMOA. En effet, ces impôts font l'objet de déclaration et de paiement spontané à la date limite de déclaration des bénéfices. Pour se conformer aux bonnes pratiques en la matière et réduire le coût d'administration de l'impôt, les articles 228, 240, 243, 244 et 248 du présent Livre doivent être modifiés.

B. Texte

Article 228 (nouveau) :

Les impôts directs, contributions, taxes et produits assimilés sont recouverts en vertu de rôles ou rapports de liquidation établis par l'Administration des Impôts qui a procédé à l'établissement de l'assiette.

Nonobstant des dispositions de l'alinéa 1 du présent article, les rôles des impôts forfaitaires sur les revenus c'est-à-dire la taxe de développement régional et local, la taxe sur les armes à feu, la taxe sur le bétail, la taxe de voirie sont établies par les autorités communales compétentes.

Les rôles ou les rapports de liquidation, généraux ou particuliers, sont établis par catégorie d'impôt, en principe avant la mise en recouvrement.

Néanmoins, certains impôts peuvent être recouverts avant l'émission des rôles ou rapports de liquidation.

Ces recouvrements donneront obligatoirement lieu, à chaque fin de trimestre, à l'établissement des rôles de régularisation avant d'être pris définitivement en charge par les comptables publics.

Article 240 (nouveau) :

La mise en recouvrement est la formalité qui permet aux comptables assignataires chargés du recouvrement d'entamer légalement la procédure du recouvrement.

Elle est matérialisée par une date qui doit obligatoirement figurer sur les avertissements adressés aux contribuables.

Toutefois, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et l'impôt sur les sociétés sont soumis au paiement spontané sans mise en recouvrement préalable des cotisations par voie de rôles ou rapports de liquidation.

Article 243 (nouveau) :

L'exigibilité est la qualité acquise à un moment donné par un impôt de pouvoir être recouvré sans délai par toutes voies de droit.

Elle s'acquiert à une date qui doit obligatoirement figurer sur les avertissements adressés aux contribuables et sur toutes invitations à payer ultérieurement.

Toutefois, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et l'impôt sur les sociétés sont immédiatement payés, sans avertissement, à la date limite de déclaration des bénéfices.

Article 244 (nouveau) :

Les impôts directs, contributions, taxes et produits assimilés sont, sauf exceptions prévues aux articles 86, 245 et 246 du présent Livre, exigibles à l'expiration du mois de la mise en recouvrement.

Toutefois, les rôles numériques sont exigibles dès qu'ils sont rendus exécutoires.

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et l'impôt sur les sociétés sont soumis au paiement spontané sans mise en recouvrement préalable des cotisations par voie de rôles ou rapports de liquidation.

Article 248 (nouveau) :

L'impôt direct peut être légalement reçu à compter de la date de mise en recouvrement portée sur les avertissements.

Nonobstant les dispositions du premier alinéa, le reliquat de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés est payé au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus.

Article 3

Modification des dispositions des articles 259 et 260 (nouveau) et abrogation des articles 261, 262 et 263 du Livre de Procédures Fiscales.

A. Exposé des motifs

Les modifications introduites au Code Général des Impôts en ce qui concerne le régime de l'Impôt Synthétique notamment la période d'imposition et le paiement impliquent la modification des dispositions des articles 259 et 260 du Livre de Procédures Fiscales et l'abrogation des articles 261, 262 et 263 du présent livre. En effet, avec le nouveau système d'imposition de l'Impôt Synthétique, il ne sera plus délivré aux contribuables des vignettes.

B. Texte

Article 259 (nouveau) :

L'impôt synthétique est annuel. La période imposable s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Il doit être déclaré et payé au plus tard le 31 mars de chaque année ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant cette date lorsque celle-ci tombe sur un jour non ouvrable ou dès le premier jour du début d'exercice de l'activité taxable si cette date se situe après le 31 mars.

Article 260 A :

Le paiement de l'Impôt synthétique est constaté au moyen de la délivrance d'un reçu informatique émis par le logiciel de gestion de l'impôt ou par une quittance tirée d'un quittancier à souches mis à disposition par le Trésor.

Article 261 : abrogé.

Article 262 : abrogé.

Article 263 : abrogé.

Article 4

Aménagement des dispositions de l'article 285 du Livre de Procédures Fiscales

L'article 275 du Livre de Procédures Fiscales stipule que l'impôt dû par les contribuables relevant du régime du bénéfice réel donne lieu au versement de trois acomptes calculés et versés par ceux-ci à la caisse du comptable public dont relève le siège de leur entreprise.

Avec la modification intervenue en 2014 qui consiste à rattacher les acomptes provisionnels aux recettes de l'exercice budgétaire au cours duquel ils ont été perçus, des mesures doivent être envisagées également pour permettre à l'Etat de récupérer dans les meilleurs délais le reliquat de l'Impôt sur les Bénéfices Commerciaux et Industriels et de l'Impôt sur les Sociétés. La prise en compte de cette préoccupation passe par le réaménagement des dispositions de l'article 285 du Livre de Procédures Fiscales.

C. Texte

Article 285 (nouveau) :

Le contribuable doit procéder au paiement spontané du reliquat de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'Impôt sur les Sociétés à la date limite de déclaration des bénéfices. Une pénalité de 10% est appliquée au cas où le paiement n'est pas effectué dans le délai susvisé.

Article 5

Réaménagement des dispositions de l'article 318 H relatives au recouvrement de la Taxe foncière

A. Exposé des motifs

La Loi n°2011-034 du 15 juillet 2011 a institué la taxe foncière. L'assiette, la liquidation et le recouvrement de cette taxe sont effectués dans les mêmes conditions que ceux de l'Impôt sur les Revenus Fonciers.

En vue de sécuriser et d'améliorer le rendement de la taxe dont le produit est destiné aux collectivités locales, il est proposé d'instituer un mécanisme de retenue à la source pour le recouvrement de ladite taxe dans les mêmes conditions que celui de l'Impôt sur les Revenus Fonciers. En effet, les dispositions de l'article 423 du présent Livre relatives au paiement de l'Impôt sur les Revenus Fonciers prévoient qu'en cas de location moyennant un loyer mensuel hors taxes égal ou supérieur à 100 000 francs, l'impôt fait l'objet d'une retenue à la source effectuée par le locataire sur les loyers dus au propriétaire et à valoir sur l'impôt dont ce dernier sera redevable.

La mise en œuvre de cette modalité de paiement passe par la modification de l'article 318 H du Livre de Procédure Fiscale en faisant référence aux dispositions relatives aux modalités de paiement de l'impôt sur les revenus fonciers.

B. Texte

Article 318 H (nouveau) :

Les rôles ou rapports de liquidation de la taxe foncière sont rendus exécutoires par décision du Directeur Général des Impôts. Le Directeur Général des Impôts peut déléguer ses pouvoirs, selon le cas, au Directeur des Grandes Entreprises, au Directeur des Moyennes Entreprises, au Directeur des Impôts du District, au Directeur Régional des Impôts. Les rôles ou rapports de liquidation régulièrement mis en recouvrement sont exécutoires non seulement contre les contribuables qui y sont inscrits mais aussi contre leurs représentants ou ayants cause. Les droits sont exigibles dès la date de mise en recouvrement.

Les modalités de paiement et les procédures de recouvrement de l'impôt sur le revenu foncier ainsi que les sûretés et les garanties prévues en cette matière sont étendues à la taxe foncière.

Article 6

Aménagement des dispositions de l'article 517 du Livre de Procédures Fiscales

A. Exposé des motifs

L'article 517 du Livre de Procédures Fiscales fait obligation au contribuable de communiquer, sur demande, les documents nécessaires à l'établissement de l'impôt. Ce même article prévoit des sanctions en cas de refus de communiquer lesdits documents.

Dans l'exercice de son droit de contrôle, l'administration fiscale est souvent confrontée au refus de certains contribuables de fournir les documents demandés. Cette situation explique certains retards constatés dans le traitement des dossiers de ces contribuables. Une des causes de ce refus est imputable au niveau faible des sanctions.

Pour rendre dissuasives les sanctions en cas de refus de communiquer les documents demandés, il est proposé de rehausser le niveau desdites sanctions prévues à l'article 517 du présent Livre.

B. Texte

Article 517 (nouveau):

La destruction avant l'expiration d'un délai de 10 ans des documents visés à l'article 516 du présent Livre donne lieu à l'application d'une amende fiscale de 500.000 Francs par document.

Le refus de communiquer les livres, pièces et documents susvisés existants, sur réquisition verbale des agents chargés de l'assiette des impôts, sera suivi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception de cette lettre au contribuable intéressé ou tout moyen de transmission contre décharge.

Si à l'expiration du délai de dix jours après réception de cette lettre, les documents demandés n'ont pas été obtenus, une amende fiscale de 500.000 Francs sera appliquée, amende qui sera portée à 1.000.000 Francs à l'expiration d'un délai de dix (10) jours et majorée de 100.000 Francs par jour de retard en sus.

Il est, en outre, fait application de la taxation d'office.

Les amendes susvisées sont constatées par le chef du service des impôts, sont rendues exécutoires pour leur totalité et ne peuvent être contestées que dans les conditions prévues aux articles 648 et suivants du présent Livre.

Article 7

Aménagement et renforcement des dispositions des articles 526, 528, 528 A, 529 A, 529 B, 529 C, 530, 531, 533 et 533A du Livre de Procédures Fiscales relatives au droit de communication

A. Exposé des motifs

Le droit de communication est le droit reconnu à l'administration de prendre connaissance et, au besoin, copie, de documents détenus par les tiers (entreprises, administrations, organismes divers...). Il est régi par les dispositions des articles 526 à 533 du Livre de Procédures Fiscales. Il est mis en œuvre dans le cadre de l'établissement de l'assiette, du contrôle et du recouvrement des impôts.

Dans l'exercice du droit de communication, il est apparu nécessaire de modifier certaines dispositions en vue d'alléger la procédure de demande de renseignements, d'étendre son champ d'application et de cibler, en fonction de leur grade, les agents habilités à exercer ce droit de communication.

Les articles 526, 528, 531 et 533 sont modifiés et complétés dans ce sens.

B. Texte

Article 526 (nouveau):

Le droit de communication permet aux agents de l'Administration des impôts de recueillir auprès de tiers des informations que ceux-ci détiennent notamment sur leurs clients et fournisseurs et ce, en vue d'effectuer le contrôle de leur situation fiscale.

Article 528 (nouveau):

Les renseignements, lorsqu'ils sont recherchés à partir du bureau dans le cadre du droit de communication, doivent faire l'objet de demandes écrites par les agents de l'administration.

Article 528 A :

Les Administrations de l'Etat, les Collectivités territoriales, les entreprises concessionnaires ou contrôlées par l'Etat et les Collectivités territoriales, les établissements ou organismes de toute nature soumis au contrôle de l'autorité administrative ainsi que les autorités administratives indépendantes pouvant concourir à l'établissement de l'impôt, doivent communiquer à l'Administration, sur sa demande, les documents et informations qu'ils détiennent sans pouvoir opposer le secret professionnel.

Article 529 A :

Doivent communiquer sur place à l'Administration leurs registres et actes :

- 1- Les dépositaires des registres de l'état civil et toutes les autres personnes chargées des archives et dépôts de titres publics.
- 2- Les notaires, les auxiliaires de justice et les autorités administratives pour les actes qu'ils rédigent ou reçoivent en dépôt, à l'exception des testaments et des autres actes de libéralité à cause de mort tant que leurs auteurs sont encore en vie.

Cette communication peut s'accompagner gratuitement de la prise d'extraits et de copies.

Article 529 B :

La Banque Centrale, les banques commerciales, les établissements de crédit, les établissements financiers d'une manière générale, et les compagnies d'assurances, ne peuvent opposer le secret professionnel pour les renseignements individuels d'ordre économique ou financier qu'ils détiennent.

Ils doivent notamment communiquer à l'Administration tous les renseignements relatifs aux opérations sur comptes courants et comptes titres, ouvertures de crédit, allocations de devises et opérations avec l'étranger.

Article 529 C :

Les Banques et autres établissements financiers sont tenus d'adresser, pour chaque trimestre civil, à la Direction générale des Impôts, un état nominatif faisant ressortir les noms des expéditeurs et des bénéficiaires, des transferts de fonds supérieurs à 5 000 000 de francs.

Article 530 (nouveau) :

Lorsque le droit de communication s'exerce à l'égard de documents, les agents de l'administration peuvent procéder au relevé passif des écritures comptables ou au besoin à la copie des documents physiques ou électroniques.

Article 531 (nouveau) :

Dans l'exercice du droit de communication, les demandes d'informations peuvent porter sur l'ensemble des opérations effectuées par les personnes en relation d'affaires avec la source de renseignements.

Article 533 (nouveau) :

Les agents des impôts des catégories A et B munis de leur carte de commission d'emploi sont habilités à exercer le droit de communication.

Article 533 A :

Le refus de communication sur place des documents et renseignements est constaté par procès-verbal et sanctionné par une amende fiscale de 500 000 de francs. Cette amende est applicable à chaque refus constaté.

Le défaut de communication par correspondance avec accusé de réception, de renseignements dans les dix (10) jours d'une demande de l'administration est sanctionné par une amende fiscale de 500.000 Francs, amende qui sera portée à 1.000.000 Francs à l'expiration d'un délai de dix (10) jours et majorée de 1.000.000 Francs par dix (10) jours de retard en sus.

Toute omission ou inexactitude relevée dans les renseignements fournis donne lieu à l'application d'une amende fiscale de 100 000 francs.

Article 8

Aménagement des dispositions de l'article 561 du Livre de Procédures Fiscales relatives au contrôle sur pièces

A. Exposé des motifs

L'article 560 du Livre de Procédures Fiscales dispose : « le contrôle sur pièces est constitué par l'ensemble des travaux au cours desquels l'administration procède de ses bureaux à l'examen critique global des déclarations à l'aide de renseignements et documents figurant au dossier d'un contribuable ou recueillis sur celui-ci ».

Dans le cadre de l'exercice du droit de contrôle sur pièces, les agents de l'administration mettent en œuvre les dispositions de l'article 622 du Livre de Procédures Fiscales. Cet article se trouve par erreur dans les dispositions relatives aux procédures de taxation ou dévaluation d'office.

La correction de cette erreur passe, d'une part, par la modification de l'article 561 du présent Livre pour insérer les dispositions de l'article 622 et, d'autre part, par l'abrogation de l'article 622 au niveau du dispositif des procédures de taxation ou d'évaluation d'office.

B. Texte

Article 561 (nouveau)

Les agents de l'Administration rectifient d'office, les déclarations y compris les annexes de celles-ci qui, suite au contrôle visé ci-avant, s'avèrent incomplètes, inexactes ou non accompagnées de pièces justificatives.

L'inspecteur ou l'agent chargé de l'assiette de l'impôt qui vérifie les déclarations peut demander aux contribuables tous renseignements, justifications ou éclaircissements relatifs aux déclarations souscrites et aux actes déposés ou découverts par l'Administration.

Il fait alors connaître par écrit au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs. Il invite en même temps celui-ci à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt (20) jours.

À l'expiration de ce délai, l'agent chargé de l'assiette fixe les éléments servant de base à l'imposition sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé après la mise en recouvrement des droits.

L'absence de notification des rehaussements envisagés constitue un cas de nullité de la procédure d'imposition. Toutefois, la procédure peut être reprise sous réserve du respect du délai de prescription.

Le recours à cette procédure ne dispense pas l'Administration de l'obligation de notifier les redressements envisagés.

Article 9

Aménagement des dispositions du Livre de Procédures Fiscales relatives à la vérification de comptabilité

A. Exposé des motifs

L'article 562 du Livre de Procédures Fiscales dispose : « la vérification de comptabilité est l'ensemble des opérations effectuées par l'administration des impôts et ayant pour objet d'examiner sur place la comptabilité d'un contribuable et de la confronter à certaines données de fait ou matérielles, afin de contrôler l'exactitude et la sincérité des déclarations souscrites et d'assurer éventuellement les redressements qui s'imposent au regard des différents impôts, droits et taxes ».

La vérification générale de comptabilité se distingue de la vérification ponctuelle par le fait qu'elle porte d'une part, sur l'ensemble de la situation fiscale du contribuable, et d'autre part, sur toute la période non prescrite.

La vérification ponctuelle ou partielle est une procédure de contrôle ciblé, moins exhaustive, plus rapide et de moindre amplitude que la procédure de vérification de comptabilité. Elle est limitée à des impôts précis et des opérations bien déterminées portant notamment sur :

- le contrôle de la régularité des déductions opérées en matière de TVA ;
- le contrôle des remboursements des crédits d'impôts ;
- le contrôle de postes comptables clairement individualisés sur une déclaration de résultats ;
- le contrôle des déficits répétés ;
- le contrôle des avantages fiscaux accordés.

Dans le cadre de l'exercice de son droit de contrôle sur place, l'administration fiscale est amenée de plus en plus à procéder à un contrôle ponctuel. Cette procédure permet de répondre rapidement à des situations de défaillance et de corriger des anomalies détectées notamment par les services de gestion. Elle présente les avantages suivants :

- présence accrue de l'administration sur le terrain ;
- renforcement du civisme fiscal ;
- amélioration du recouvrement des redressements ;
- réduction du contentieux.

Aussi, l'administration fiscale a besoin d'effectuer des contrôles inopinés en vue de faire des constatations matérielles portant notamment sur les pièces justificatives, les documents, les immobilisations, les stocks etc.

Cependant, le cadre juridique de cette vérification ponctuelle et de ce contrôle inopiné ne sont pas définis dans le Livre de Procédures Fiscales. Pour pallier ces insuffisances, il est proposé de compléter le dispositif relatif à la vérification ponctuelle et de mettre en place celui du contrôle inopiné.

B. Texte

Article 562 :

La vérification de comptabilité est l'ensemble des opérations effectuées par l'Administration des impôts et ayant pour objet d'examiner sur place la comptabilité d'un contribuable et de la confronter à certaines données de fait ou matérielles, afin de contrôler l'exactitude et la sincérité des déclarations souscrites et d'assurer éventuellement les redressements qui s'imposent au regard des différents impôts, droits et taxes.

La vérification ponctuelle ou partielle est une procédure de contrôle ciblé, moins exhaustive, plus rapide et de moindre amplitude que la procédure de vérification de comptabilité. Elle est limitée à des opérations bien déterminées et porte sur des impôts précis.

Le contrôle inopiné a pour objet de procéder à des constatations matérielles. Ces constatations matérielles portent notamment sur :

- l'inventaire des pièces justificatives de recettes et de dépenses, des immobilisations, des stocks ou des espèces en caisse ;
- le relevé des prix et des marges pratiqués ;
- les constatations relatives au personnel ;
- la constatation de l'existence et de l'état des documents comptables sur lesquels s'exerce le droit de contrôle de l'administration : le vérificateur est en droit d'exiger la présentation des documents comptables et assimilés mais ne peut en analyser leur contenu.

Article 564 A :

L'administration fiscale peut procéder à tout moment, d'une manière inopinée, à toutes les constatations matérielles qu'elle juge utiles, notamment en ce qui concerne la tenue des documents comptables, l'inventaire des pièces justificatives de recettes et de dépenses, des

immobilisations, des stocks ou des espèces en caisse, le relevé des prix et des marges pratiqués, le personnel employé.

L'agent vérificateur dresse sur place un procès-verbal de constatation contresigné par le contribuable ou le cas échéant son représentant. En cas de refus de signer, mention est faite au procès-verbal.

L'avis de vérification est remis au début des opérations au contribuable ou en son absence, à son représentant, ou à défaut, à l'un de ses employés.

L'examen au fond des documents comptables ne peut commencer qu'à l'issue d'un délai d'au moins deux (02) jours permettant au contribuable de se faire assister par un conseil de son choix.

Article 565 (nouveau) :

Lorsque la vérification de la comptabilité effectuée pour une période déterminée, au regard d'un impôt ou taxe ou d'un groupe d'impôts ou taxes, est achevée, l'administration ne peut procéder à une nouvelle vérification au domicile du contribuable ou au siège de son exploitation, de cette comptabilité, au regard des mêmes impôts ou taxes et pour la même période. Cette règle ne s'applique pas :

- lorsque la vérification a été limitée à des opérations déterminées, telles que les crédits de taxes, les droits de déduction, les frais généraux, les amortissements, les provisions, à condition que l'avis de vérification ait mentionné que la vérification portait sur lesdites opérations ;
- lorsque la vérification porte sur la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur les revenus de valeurs mobilières et les droits de timbre de quittance ;
- lorsque le réexamen des écritures et des documents comptables s'avère nécessaire pour instruire les réclamations des contribuables.

Article 566 : abrogé

Article 566 A :

Sous peine de nullité de la procédure, le délai de la vérification sur place ne peut à l'égard de tous les contribuables, s'étendre sur une durée supérieure à trente jours ouvrables en cas de vérification ponctuelle.

Ce délai peut être prorogé de quinze jours ouvrables lorsqu'à la demande du contribuable et sous réserve de l'accord préalable de l'administration, la vérification a été suspendue.

Le délai peut également être prorogé de quinze jours ouvrables lorsqu'à la demande de l'administration elle-même, la vérification a été suspendue.

Article 10

Réaménagement des dispositions du Livre de Procédures Fiscales relatives aux procédures de taxation, d'évaluation et de rectification d'office

A. Exposé des motifs

Les procédures de redressements définies aux articles 614 et suivants du Livre de Procédures Fiscales s'appliquent lorsque l'Administration constate une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation dans les éléments servant de base de calcul des impôts, droits et taxes dus en vertu du Code Général des Impôts.

La mise en œuvre de ces procédures (taxation d'office, évaluation d'office, rectification d'office, abus de droit) est indépendante du type de contrôle suivi par l'Administration (contrôle sur pièces ou vérification de comptabilité). Elle dépend uniquement de la nature des **manquements** constatés.

Dans la pratique, il a été relevé des difficultés en ce qui concerne le champ d'application des procédures de taxation d'office, d'évaluation d'office et de rectification d'office. Ces difficultés sont dues au fait que le Livre de Procédures Fiscales ne fait pas une démarcation nette entre ces différentes procédures par rapport à la nature des **manquements**.

Aussi, les infractions à la législation fiscale doivent être constatées par des procès-verbaux établis par les agents de l'administration. Il est apparu nécessaire de préciser dans le présent Livre la nature des **manquements** qui doivent faire l'objet de procès-verbaux et de préciser le contenu du procès-verbal.

Les articles 620, 621, 623, 624 et 625 du Livre de Procédures Fiscales sont modifiés et complétés dans ce sens.

B. Texte

Sous section 2 : Les procédures de redressement

C) Procédures de taxation, d'évaluation et de rectification d'office

1) Dispositions générales

Article 619 A :

Les procédures d'office interviennent quand le comportement du contribuable est particulièrement fautif. Ces comportements sont ceux limitativement énumérés aux articles 620 (nouveau), 621 (nouveau), 623 (nouveau) et 625 (nouveau) du présent Livre. La procédure de redressement n'est alors pas contradictoire.

Lorsqu'une procédure d'office est utilisée, l'administration évalue unilatéralement, sur la base des informations à sa disposition, le montant des impositions dues par le contribuable.

Les procédures d'office ne sont applicables que si le contribuable n'a pas régularisé sa situation dans les dix (10) jours de la notification d'une mise en demeure indiquant les motifs justifiant le recours à la procédure d'office. Toutefois, il n'y a pas lieu de procéder à cette mise en demeure lorsque :

- le contribuable change fréquemment son lieu de résidence ou de principal établissement;
- le contribuable a transféré son activité à l'étranger sans déposer la déclaration de ses résultats ou de ses revenus;
- un contrôle fiscal n'a pu avoir lieu du fait du contribuable ou de tiers.

L'absence de notification de mise en demeure constitue un cas de nullité de la procédure d'imposition. Toutefois, la procédure peut être reprise sous réserve du respect du délai de prescription.

L'imposition d'office a pour effet de renverser la charge de la preuve au détriment du contribuable qui doit, en cas de contentieux, démontrer que le redressement émis par l'administration n'est pas justifié.

a) Procédures de taxation ou d'évaluation d'office

Article 620 (nouveau)

L'Administration peut établir d'office des impositions à la charge des contribuables dans les cas énumérés au présent article :

- défaut de déclarations et de dépôt d'autres documents destinés à l'établissement de l'assiette de l'impôt ou à l'évaluation des bases d'imposition;
- défaut de communication des déclarations et autres documents destinés à l'établissement de l'assiette de l'impôt ou à l'évaluation des bases d'imposition ;
- défaut de réponse aux demandes d'éclaircissements et de justifications ou une réponse à ces demandes équivalente à une fin de non-recevoir ;
- défaut de traduction des déclarations en langue officielle;
- opposition au contrôle fiscal;
- changement fréquent du lieu de résidence ou de principal établissement sans en informer l'administration;
- transfert d'activités à l'étranger sans déposer la déclaration de ses résultats ou de ses revenus;

- défaut de désignation par un non résident au Mali d'un représentant. Cette procédure ne s'oppose pas aux obligations de retenue à la source généralement imposées aux clients résidant au Mali.

Article 621 (nouveau)

Sont notamment considérées comme des déclarations destinées à l'assiette de l'impôt ou à l'évaluation des bases d'imposition au sens de l'article précédent, les déclarations suivantes :

- la déclaration des revenus fonciers ;
- la déclaration des bénéfices agricoles ;
- les déclarations de bénéfices passibles de l'Impôt sur les Sociétés ou de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, y compris les états financiers et documents annexes exigés ;
- la déclaration de l'impôt synthétique;
- les déclarations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, de l'Impôt Spécial sur Certains Produits, de la Taxe sur les Activités Financières, de la Taxe Touristique, de la Contribution de Solidarité sur les billets d'avion, de la Taxe-Emploi Jeunes, de la retenue au titre de l'Impôt sur les Traitements et Salaires, de la Contribution Forfaitaire à la charge des Employeurs, de la Taxe de Formation Professionnelle et de la Taxe-Logement ;
- la déclaration de la taxe foncière;
- la déclaration de l'Impôt sur les Revenus de Valeurs Mobilières ;
- la déclaration spéciale des retenues d'impôt à la source au titre de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ou de l'Impôt sur les Sociétés;
- la déclaration des droits d'enregistrement et de timbre ;
- la déclaration de la Taxe sur les plus values de cessions ;
- la déclaration de la Taxe spéciale de réévaluation d'éléments d'actif.

Article 622 : abrogé

b) Procédure de rectification d'office

Article 623 (nouveau)

Les résultats déclarés ou les éléments servant de base au calcul des impôts et taxes prévus par le Code Général des Impôts peuvent être rectifiés d'office dans les cas suivants :

- le défaut de comptabilité;

- la présentation de comptabilité, de documents comptables, de livres et registres et de tous autres documents que les contribuables sont astreints de tenir ne permettant pas de justifier les éléments d'imposition déclarés;
- lorsque des erreurs, omissions ou inexactitudes graves ou répétées sont constatées dans la comptabilisation des opérations effectuées;
- lorsque l'absence de pièces justificatives prive la comptabilité ou les documents en tenant lieu de toute valeur probante;
- le défaut de traduction de comptabilité en langue officielle;
- en cas de découverte de la tenue d'une comptabilité parallèle.

c) Notification des impositions d'office

Article 624 (nouveau)

Les bases ou les éléments retenus dans le cadre d'une procédure d'office sont notifiés au contribuable.

En cas de contestation, il appartient au contribuable de faire la preuve, par la voie contentieuse, de l'exagération des bases d'imposition retenue par l'administration.

2) *Dispositions particulières à certains impôts et taxes*

Article 625 (nouveau) :

Tout contribuable visé à l'article 57 ci-dessus du présent Livre, ne pouvant justifier de la tenue de sa comptabilité sous l'une des formes prévues aux aliéas 1 et 2 du présent article, est rectifié d'office en application des dispositions de l'article 623 ci-avant :

- 1- Comptabilité tenue selon les règles et normes du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) sous sa propre responsabilité par une société de comptabilité ou un expert comptable agréé ;
- 2- Comptabilité tenue selon les règles et normes du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) sous la responsabilité du Chef d'entreprise par un Comptable salarié qui doit être titulaire au moins du Certificat d'Aptitude Professionnel d'aide-comptable ou d'un diplôme reconnu équivalent ou supérieur par le Ministre chargé de l'Education Nationale.

Sous section 3 : Etablissement du procès verbal

Article 644 A

Sans préjudice de l'établissement d'une notification de redressement, les agents des impôts des catégories A et B peuvent constater par procès verbal, dont copie est remise à l'intéressé, tout manquement à l'une des obligations visées au présent Livre.

Font également l'objet de procès-verbal, les manquements par les personnes, structures ou organismes quelconques tenus par les dispositions légales à une obligation vis-à-vis de l'Administration fiscale.

Sont notamment visés par les alinéas précédents du présent article, les cas de :

1. défaut de déclaration d'existence ;
2. défaut de déclaration du changement de domicile ou d'adresse ;
3. défaut de déclaration du changement des caractéristiques de l'exploitation tel que le changement de lieu du siège ou l'ouverture d'un nouvel établissement;
4. opposition à un contrôle fiscal ;
5. mention d'un faux NIF ou d'une fausse adresse ;
6. mauvaise tenue, non tenue ou destruction d'un document comptable, avant l'expiration du délai de conservation ;
7. refus de présentation de tout document dont la production est exigée ;
8. défaut de réponse à une demande écrite ;
9. mention d'un impôt indirect indu sur une facture ou un document en tenant lieu ;
10. refus de décharger une correspondance administrative ;
11. refus de communiquer les documents et les informations;
12. refus d'exécuter un avis à tiers détenteur.

Article 644 B

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1. la date, l'heure et le lieu du procès-verbal;
2. les noms, prénoms et profession du contrevenant lorsque celui-ci est une personne physique, la raison sociale et l'identité de l'interlocuteur lorsque le contrevenant est une personne morale;
3. l'adresse connue de la personne, de la structure ou de l'organisme verbalisé ;
4. le motif de la verbalisation ou la nature de l'infraction commise;

5. l'indication des dispositions appliquées ;
6. l'indication, le cas échéant, de la possibilité pour le contribuable de se faire assister par un conseil de son choix ;
7. la signature du contrevenant ou de son représentant dûment mandaté ayant assisté à l'établissement du procès-verbal ou la mention, selon le cas, de son absence ou de son refus de signer;
8. Le cachet du service dont relèvent les agents verbalisateurs et les noms, prénoms, fonctions et signatures de ces agents.

Article 644 C :

Sous réserve des sanctions prévues par les articles 517 et 533 A du présent Livre, les procès-verbaux établis dans les conditions fixées à l'article 644 A donnent lieu à l'application d'une amende de 100 000 francs.

BAMAKO, le